

## La ville fait valoir ses atouts pour attirer les implantations d'entreprises allemandes sur son territoire.

178 : c'est le nombre d'entreprises allemandes implantées à Lyon et sa région. Un chiffre qu'aimerait voir augmenter Jacques de Chilly, directeur exécutif de l'Aderly, l'Agence pour le développement économique de la région lyonnaise. A cette fin, une délégation lyonnaise s'est rendue à Francfort pour promouvoir son territoire, à l'occasion des journées culturelles de la Banque Centrale Européenne, qui mettent cette année la France à l'honneur.

« On assiste à un rééquilibrage géographique des investissements allemands », affirme le dirigeant de l'agence de développement, qui voudrait pouvoir profiter de la situation. En effet, avec la chute du mur de Berlin, l'Allemagne a massivement investi à l'est. Mais aujourd'hui, après plus de vingt ans, cette tendance s'estompe. Le pays doit néanmoins poursuivre ses investissements en Europe. Dans ce contexte, la ville a des atouts à faire valoir : « *Lyon est appréciée des Allemands. Nous leur offrons une ouverture sur les marchés du sud, tout en conservant une image de sérieux que d'autres villes françaises n'ont pas nécessairement* », explique Jean-Michel Daclin, vice-président du Grand Lyon, délégué aux relations internationales et à l'attractivité du territoire.

Le premier avantage de Lyon réside donc dans son positionnement géographique. Pour Christoph Radtke, avocat aux barreaux de Lyon et de Munich, et président du Club d'affaires franco-allemand en Rhône-Alpes (Wirtschaftsklub Rhône-Alpes), « *Marseille est trop au sud et Lille n'est pas pratique pour les villes d'Allemagne méridionale* ». Selon lui, Lyon est même une cible de choix pour les PME allemandes et notamment les fameuses ETI (entreprises de tailles intermédiaires), qui rechignent à s'installer à Paris pour des raisons de coût. En outre, la capitale des Gaules offre des liaisons aériennes régulières, courtes et directes avec l'Allemagne.

L'autre atout de la région lyonnaise tient à la qualité de son « *tissu économique très varié* » souligne l'avocat. « *Lyon a changé de division, c'est désormais une ville mature* », confirme Jean-Michel Daclin. Selon l' élu, les entreprises viennent s'y implanter pour la qualité de sa main

d'œuvre, ses services, et ses pôles d'excellences économiques et scientifiques. Et même si la durée légale du temps de travail fixée à 35 heures irrite un peu les décideurs outre-Rhin, le prix bon marché de l'énergie en France compense en partie ce désavantage. Ainsi, Ralph Horres, directeur technologique chez Gen X Pro, une entreprise allemande spécialisée dans les biotech, explique son intérêt pour la cité par « *le dynamisme local de la recherche dans le secteur médical et biologique* ».

## Opération séduction

La force de Lyon s'exprime aussi dans ses réseaux et dans les outils dont elle dispose pour accompagner les entreprises dans leur installation. Il existe même un véritable marché des

échanges entre la ville et l'Allemagne. Une quinzaine d'avocats sont ainsi inscrits au groupe germanophile du barreau de Lyon, tous spécialisés dans le droit des affaires, et cela sans compter les consultants et experts comptables. Par ailleurs, si aucune banque allemande n'est encore établie, selon l'Aderly, deux projets seraient à l'étude, notamment celui d'une grande banque fédérale. « *Il y a des projets d'implantations en permanence* », indique Jacques de Chilly. A ce jour, une vingtaine d'entreprises allemandes sont en discussion avec l'agence de développement. Parmi les entreprises déjà présentes sur le territoire, on compte Bayer CropScience, Merck, DEKRA, Wurth, ou Bosch, qui vient notamment d'inaugurer une nouvelle unité de fabrication de panneaux photovoltaïques à Vénissieux. Mais l'Allemagne pèse surtout par l'importance de

ses investissements immobiliers. En moyenne, ils représentent 15 à 20 % des investissements dans l'immobilier lyonnais depuis ces cinq dernières années. Des sociétés comme DEKA Immobilien ou DBREEF, respectivement filiales de DEKA Bank et de la Deutsche Bank, sont particulièrement actives à Lyon.

Enfin, pour renforcer cette dynamique, la ville use également de ses relations privilégiées avec Francfort, capitale financière de l'Europe, avec laquelle elle est jumelée depuis 52 ans. Les deux agglomérations envisagent ainsi un rapprochement sur le thème des innovations technologiques, afin, entre autres, de peser plus lourd dans les décisions d'attribution des fonds européens. Des annonces devraient avoir lieu début 2013.



## ÉCONOMIE

### International

## Investissements : l'Allemagne en tête

**Premier** partenaire commercial de la région, l'Allemagne pèse un poids significatif dans l'économie lyonnaise.



PHOTO : D. R.

*Christoph Radtke, avocat aux barreaux de Lyon et de Munich, président du Club d'affaires franco-allemand en Rhône-Alpes, Jean-Michel Daclin, vice-président du Grand Lyon, délégué aux Relations internationales et à l'Attractivité du Territoire, et Jacques de Chilly, directeur exécutif de l'Aderly.*

Selon Jacques de Chilly, en 2010, les investissements allemands à Lyon ont dépassé ceux des Etats-Unis, pourtant historiquement leader sur ce territoire. L'importance de la présence allemande sur le marché de l'immobilier d'entreprises n'y est certainement pas étrangère. Ainsi en 2009, nos voisins ont investi 195 M€ dans l'immobilier lyonnais, soit 43 % de l'investissement total annuel. Malgré un certain ralentissement en 2011, cette tendance reste néanmoins significative avec 108 M€ investis, correspondant tout de même à 16 % des investissements sur ce marché. A titre d'exemple, une partie de la cité internationale est détenue par des capitaux allemands, mais aussi le Gerland Plaza, le Dockside à Vaise, ou les immeubles Anthémis, Triangle et France Télécom à la Part-Dieu.

L'Allemagne est, par ailleurs, le premier partenaire commercial de Rhône-Alpes. En effet, en 2011, les exportations de la région vers ce pays totalisent près de 6,9 Md€, pour des importations qui s'établissent autour de 7,9 Md€. Environ 10 % des échanges commerciaux entre la France et l'Allemagne s'effectuent en Rhône-Alpes. On observe en revanche une nette dégradation de la balance commerciale établie à - 24 M€ en 2010 et qui atteint près de - 1 Md€ en 2011. La tendance est identique pour le département du Rhône, avec une balance de - 1,6 Md€ sur des volumes d'échanges pourtant nettement moins importants. L'accélération de cet écart s'explique notamment par une hausse de plus de 30 % des importations, provoquée sans doute par un rattrapage mécanique après la crise de 2009.

■ Steven Dolbeau

## Toutes sur le même front

**Aderly**, AFII ou encore Erai partagent les mêmes prérogatives : attirer des investisseurs étrangers.

Les investisseurs étrangers ont le choix. En effet, Lyon s'appuie sur pas moins de trois agences de développement économique pour promouvoir les atouts de son territoire. L'Agence pour le développement économique de la région lyonnaise, ou Aderly, est l'organe attaché spécifiquement à la ville et à ses alentours. Fondée en 1974, elle a été l'une des premières agences de ce type en France. Parmi ses principaux financeurs, on peut citer la CCI de Lyon, le Conseil général du Rhône, le Medef Lyon-Rhône et, évidemment, le Grand Lyon. Son équivalent national est l'Agence française pour les investissements internationaux, l'AFII. Créée en 2001, elle est placée sous la tutelle du ministre chargé de l'économie et des finances et du ministre chargé de l'aménagement du territoire. Enfin, la Région a développé sa propre entité, Erai (Entreprise Rhône-Alpes international), essentiellement tournée vers l'export, même si en réalité ses prérogatives sont très proches des deux autres agences.

Chacune d'entre elles se voit fixer chaque année un objectif d'implantations d'entreprises étrangères par son conseil d'administration. Ces organismes subissent donc la pression des élus pour atteindre leurs quotas, tout en partageant les mêmes attributions et le même périmètre que les autres. In fine, les tensions sont inévitables et peuvent parfois s'avérer parfaitement destructives.

Si les relations semblent s'être pacifiées récemment, notamment entre Erai et l'Aderly, l'acte III de la décentralisation remettra sans aucun doute de l'huile sur le feu. En effet, la Région et la Métropole sont en compétition pour se voir confier le rôle de chef de file du développement économique local. Cette concurrence rejaillira certainement sur ces agences, qui occupent une place centrale au sein des dispositifs de développement des collectivités.

■ S. D.



Photo: D. R.